



Ville de Saint-Maurice

Val-de-Marne

ARRETE DU MAIRE

N°2022-508

RESERVATION DE STATIONNEMENT AU DROIT DU 45 RUE DU MARECHAL LECLERC DEVANT LES EMPLACEMENTS DE LA POLICE MUNICIPALE

Le Maire de la Ville de Saint-Maurice, Vice-Président du Territoire Paris-Est Marne&Bois ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et, notamment ses articles L. 2211-1, L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2212-5, L. 2213-1 et L. 2521-2 ;

VU le Code de la Route et ses décrets subséquents ;

VU le Code de la Route, articles L.325-1 à L.325-12, R.411-8, R.417-10, R.417-12 ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

VU les délibérations du Conseil Municipal du 28 mai 2020 par lesquelles le Maire et les Maires-Adjointes sont élus ;

VU l'arrêté municipal n°2020-255 portant délégation de fonctions à Monsieur Michel BUDAKCI, 5^{ème} Maire-Adjoint chargé de l'éco-développement, de la transition énergétique, de la qualité de l'espace public et des commémorations ;

CONSIDERANT le spectacle « La dernière lettre » présenté au Théâtre du Val d'Osne le samedi 21 janvier 2023 ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de réserver deux places de stationnement au droit du 45 rue du Maréchal Leclerc devant les emplacements réservés à la Police municipale, du vendredi 20 janvier 2023 à 18h00 au samedi 21 janvier 2023 à 23h59 pour la livraison des éléments de décor et l'exploitation du spectacle ;

ARRETE

ARTICLE 1 : La livraison des éléments de décor et l'exploitation du spectacle « La dernière lettre » présenté au Théâtre du Val d'Osne nécessiteront la réservation de deux places de stationnement au droit du 45 rue du Maréchal Leclerc devant les emplacements réservés à la Police municipale :

- Du vendredi 20 janvier 2023 à 18h00 au samedi 21 janvier 2023 à 23h59.

ARTICLE 2 : La signalisation matérialisant cette réglementation sera mise en place par la Ville, pour informer les usagers de ces dispositions. La Police municipale de Saint-Maurice veillera au respect de cette réservation de stationnement.

ARTICLE 3 : Pour des raisons de sécurité liées au bon déroulement de cette intervention d'une part, et afin de ne pas constituer une entrave à l'exécution de celle-ci d'autre part, le non-respect de cette réservation de stationnement sera assimilé à un stationnement gênant au sens de l'article R.417-10 du code de la route. Les véhicules laissés en stationnement seront verbalisés et mis en fourrière dans les conditions prévues à l'article L 325-1 à L 325-12 du Code de la Route.

ARTICLE 4 : Conformément à l'article L2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupation ou l'utilisation du domaine public communal est accordée à titre gratuit pour :

- Les services de la commune de Saint-Maurice ;
- Les services de l'Etablissement Public Territorial Paris Est Marne&Bois ;
- Les entreprises travaillant pour le compte de la commune de Saint-Maurice ou pour celui de l'EPT Paris Est Marne&Bois ;
- Les associations Mauritiennes ou caritatives à but non lucratif ;
- Les services de secours, d'incendie ainsi que les forces de l'ordre.

ARTICLE 5 : Voies de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication dématérialisée d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Melun, territorialement compétent. Cette saisine juridictionnelle est aussi possible par voie dématérialisée, depuis l'application « Télérecours citoyen » (www.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Saint-Maurice, étant précisé qu'il dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence gardé de deux mois vaut décision implicite de rejet et elle pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

ARTICLE 6 : Madame le Commandant Divisionnaire Fonctionnel de Police de Charenton-le-Pont, Monsieur le Directeur de la Sécurité Publique et de la Prévention, Monsieur le Directeur des Services techniques, Monsieur le Directeur des Affaires culturelles sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté est adressée à :

- Madame le Commandant Divisionnaire Fonctionnel de Police de Charenton-le-Pont,
- Madame le Directeur Général des Services,
- Monsieur le Directeur de la Sécurité Publique et de la Prévention,
- Monsieur le Directeur des Affaires culturelles,
- Monsieur le Directeur des Services techniques.

Fait à Saint-Maurice, le 19 décembre 2022

Pour le Maire Igor SEMO

L'adjoint délégué Michel BUDAKOV

Maire-Adjoint chargé de l'éco-développement, de la transition énergétique, de la qualité de l'espace public et des commémorations



ACTE CERTIFIÉ EXÉCUTOIRE

~~Transmission au Préfet~~

le
Publié ou notifié

le

Pour le Maire par délégation

Le Directeur Général des Services

